



ASSISTANCE PROTECTION JURIDIQUE
Société anonyme d'assurance au capital de 7 017 808 euros entièrement versé. Entreprise régie par le Code des assurances.
R.C.S. Bobigny 334 656 386 - APE 6512 Z
Siège social : « Le Neptune » 1 rue Galilée, 93195 Noisy-le-Grand Cedex

7, rue Lamennais 75008 Paris Tél. 01 44 13 66 88 Fax. 01 42 89 82 50
Organisme reconnu d'utilité publique
Internet : <http://www.cnisf.org>

Sélection de dossiers dans lesquels Assistance Protection juridique intervient ou est intervenue

Parmi les dossiers ouverts ou clos en 2012 :

- ⇒ Un adhérent **MINES Paris-Tech ALUMNI** a été mis en examen pour recel de favoritisme.
Assistance d'un avocat durant l'instruction de la procédure.

Coût estimé : 2.091 €.
- ⇒ Un ancien élève **SUPELEC** a été assigné en paiement pour non-respect d'un contrat de mandat de maître d'ouvrage.
Assistance d'un avocat devant le tribunal de grande instance.

Coût estimé : 2.090 €.
- ⇒ Un ancien élève **IHEI** a été convoqué en qualité de témoin assisté dans une procédure pénale liée au décès d'une personne sur un site industriel.

Coût estimé : 2.260 € dont règlements déjà réalisés : 655 €.
- ⇒ Un adhérent de l'**AESEO** a été mis en examen et placé sous contrôle judiciaire notamment pour escroquerie, faux, usage de faux, blanchiment aggravé, abus de confiance.
Assistance d'un avocat durant l'instruction de la procédure.

Coût estimé : 5.682 € dont règlements déjà réalisés : 3.682 €.
- ⇒ Un ancien élève d'un **INSA**, dirigeant d'entreprise, a été poursuivi pour maladresse, imprudence, manquement à une obligation de sécurité ayant entraîné un accident du travail.
Prise en charge des honoraires d'assistance d'un avocat durant la phase d'instruction de la procédure pénale alors que l'adhérent a été placé sous statut de témoin assisté puis mis en examen et renvoyé devant le tribunal correctionnel. La cour d'appel a prononcé sa relaxe.

Coût : 5.246 €.
- ⇒ Un ancien élève de l'**ECOLE CENTRALE NANTES**, expert construction, a été assigné en contestation d'une ordonnance de taxation de ses honoraires
Prise en charge des honoraires d'assistance d'un avocat devant le tribunal qui a statué en faveur de l'ancien élève.

Coût : 1.032 €.
- ⇒ Un ancien élève de l'**ENSGTI** a été assigné pour défaut de prévoyance et de précaution ayant entraîné des blessures involontaires.
Prise en charge des honoraires d'assistance d'un avocat devant le tribunal correctionnel qui a condamné l'adhérent.

Coût : 881€.

Parmi les dossiers ouverts ou clos en 2011 :

- ⇒ Un adhérent de l'**AESEO** a été assigné en référé devant le tribunal de commerce pour concurrence déloyale.
Prise en charge de l'assistance d'un avocat

Coût estimé : 2.050 € dont règlements déjà réalisés : 565 €
- ⇒ Un adhérent à l'**UNICNAM** a été assigné en sa qualité de mandataire social en règlement de loyers d'un bail commercial.
Prise en charge de l'assistance d'un avocat devant le Tribunal d'Instance puis devant le Tribunal de grande Instance.

Coût estimé : 2.050 € dont règlements déjà réalisés : 727 €
- ⇒ Un adhérent **SRIPF NORD PICARDIE ARDENNES** a été assigné en sa qualité d'ingénieur bâtiment génie civil suite à l'édification d'un bâtiment à usage de stockage.
Assistance avocat devant le juge des référés expertise.

Coût estimé : 2 091.00 € dont règlements déjà réalisés : 960,99 €.
- ⇒ Un adhérent **MINES Paris-Tech ALUMNI** a été convoqué pour usage de faux nom, usage de fausse qualité, abus d'une qualité vraie et tromperie pour se faire remettre des fonds.
Prise en charge de l'assistance d'un avocat devant le tribunal. L'adhérent a été condamné mais il a fait appel.

Coût estimé : 4.331 € dont règlements déjà réalisés : 1196 €.
- ⇒ Un adhérent **ANI ENIM** a été assigné pour faute de gestion en sa qualité de dirigeant d'une entreprise et en paiement en raison de l'insuffisance d'actif révélée par la procédure de liquidation judiciaire de sa société
Assistance d'un avocat devant le tribunal de commerce

Coût estimé : 2.050 €.
- ⇒ Un adhérent **MINES Paris-Tech ALUMNI** a été convoqué en sa qualité de Président d'association pour nomination d'un liquidateur ad hoc
Assistance d'un avocat lors de la procédure ayant abouti à la nomination du liquidateur.

Coût : 1005 €
- ⇒ Un membre d'une **URIS**, chef d'entreprise, a été assigné par un organisme bancaire en recouvrement d'une caution solidaire.
Assistance d'un avocat devant le tribunal de grande instance et le juge de l'exécution. Les décisions ont été rendues en faveur du chef d'entreprise.

Coût : 1 392.00 €.
- ⇒ Un ancien élève de **POLYTECHNIQUE** a été assigné en diffamation par son ancien employeur.
Prise en charge de l'assistance d'un avocat devant le tribunal correctionnel. L'adhérent a été relaxé.

Coût : 947.69 €.
- ⇒ Un ancien élève de l'**ECOLE CENTRALE NANTES** a été accusé d'avoir involontairement causé une incapacité de travail à plusieurs personnes présentes sur un chantier dont il avait la responsabilité.
Prise en charge des honoraires de l'avocat de l'adhérent pendant l'instruction pénale du dossier qui a abouti à un non lieu.

Coût : 785.78 €.

Parmi les dossiers ouverts ou clos en 2010 :

- ⇒ Un adhérent à l'**AI ESME** a été assigné par un client en raison d'un incendie ayant eu lieu sur un chantier de travaux qu'il a réalisés en tant que sous-traitant.
Prise en charge des honoraires d'assistance de l'avocat durant l'expertise judiciaire en cours.

Coût estimé : 2.050 € dont règlements déjà réalisés : 1426,50 €.

- ⇒ Un adhérent à la **SNIPF**, expert construction, a été mis en cause pour avoir préconisé des travaux inutiles sur un chantier de grande importance.
Prise en charge des honoraires d'assistance de l'avocat durant l'expertise judiciaire en cours.

Coût estimé : 2.617,14 € dont règlements déjà réalisés : 2.417,14 €.

- ⇒ Un ancien élève de l'**ESIEE** a été convoqué devant tribunal de commerce en raison de la liquidation de sa société.
Prise en charge de l'assistance d'un avocat pour la procédure en cours devant le tribunal de commerce.

Coût estimé : 2.500 € dont règlements déjà réalisés : 1.805 €.

- ⇒ Un ancien élève de **POLYTECHNIQUE**, chef d'entreprise, a été assigné en comblement de passif devant le Tribunal de commerce, par un administrateur judiciaire.
Parallèlement, un comptable a été désigné pour expertiser les comptes de l'entreprise (plus de 23.000 € de frais d'expertise). Le dossier a présenté de multiples procédures incidentes (tribunal de première instance, cour d'appel, cour de cassation).

Coût des dossiers : 61.623,96 €.

Parmi les dossiers ouverts ou clos en 2009 :

- ⇒ Un adhérent de l'**AESEO** a été assigné en tant qu'actionnaire pour avoir délibérément trompé l'acquéreur d'une société sur la réalité de l'entreprise reposant sur la vente de produits illégaux non certifiés et sur sa rentabilité
Assistance avocat devant le tribunal de commerce qui s'est prononcé en faveur de l'assuré mais la partie adverse a fait appel.

Coût estimé : 2.515 € dont règlements déjà réalisés : 880 €.

- ⇒ Un adhérent à la **SIDPE** a été assigné en qualité de gestionnaire d'appartements en location pour lesquels il ne s'est pas aperçu de l'existence d'infiltrations ayant provoqué sinistres et dégâts des eaux
Prise en charge d'un avocat pour l'assistance à l'expertise judiciaire dont les résultats sont attendus.

Coût estimé : 1.990 € dont règlements déjà réalisés : 1.020 €.

- ⇒ Un ancien élève de l'**ENSGTI** a été assigné, en sa qualité de gérant d'une société, pour non respect du droit à l'information des actionnaires suite à des assemblées générales.
Prise en charge de l'assistance avocat devant le tribunal de commerce qui a rendu une décision favorable mais la partie adverse a fait appel.

Coût estimé : 1.990 € dont règlements déjà réalisés : 1.937 €.

- ⇒ Un ancien élève de l'**ENIM** a été mis en examen pour homicide involontaire suite à non-respect d'une obligation de sécurité.
Assistance d'un avocat durant l'instruction pénale du dossier et devant le tribunal correctionnel qui a relaxé l'adhérent.

Coût : 3.539 €.

- ⇒ Un ancien élève de l'**ICAM** a été mis en examen puis convoqué devant le tribunal correctionnel pour avoir exposé à l'amiante des travailleurs sous sa direction. Le tribunal l'a condamné.

Coût : 3.539 €.

Parmi les dossiers ouverts ou clos en 2008 :

- ⇒ Un ancien élève de **POLYTECHNIQUE** a été mis en examen pour homicide involontaire après le décès d'ouvriers en contact avec de l'amiante.
Prise en charge des honoraires d'assistance de l'avocat durant l'instruction pénale de l'affaire (auditions).

Coût estimé : 2.381 € dont règlements déjà réalisés : 1.123,99 €.

- ⇒ Un ancien élève **SUPELEC** a été poursuivi pour harcèlement moral.
Il a été condamné par le tribunal correctionnel mais relaxé par la cour d'appel.

Coût : 4.105 €.

Parmi les dossiers ouverts en 2007 :

- ⇒ Un ancien élève de l'**ECOLE CENTRALE LYON** a été accusé d'accès frauduleux à un système automatisé de données.
Prise en charge des frais d'assistance de l'avocat devant le tribunal correctionnel et devant la cour d'appel.

Coût estimé : 3.710 € dont règlements déjà réalisés : 3.087,99 €.

Parmi les dossiers ouverts en 2004 :

- ⇒ Un ancien élève de l'**ENSAM**, chef d'entreprise, a été assigné en comblement de passif et poursuivi pour délit de banqueroute et détournement d'actifs.
Prise en charge des honoraires d'avocat devant le tribunal correctionnel, devant la cour d'appel puis devant la cour de cassation.

Coût estimé : 6.991,60 dont règlements déjà réalisés : 6.276,60 €.

- ⇒ Un ancien élève de l'**ECAM** a été mis en cause pour rupture abusive de pourparlers lors d'une cession de parts sociales.
Assistance d'un avocat durant la procédure devant le tribunal de commerce puis la cour d'appel qui a abouti favorablement. Le recouvrement des condamnations est en cours.

Coût estimé : 2.195 € dont règlements déjà réalisés : 1.500,90 €.

Parmi les dossiers ouverts en 2003 :

- ⇒ Un ancien élève de l'**ENSAM**, chef d'entreprise, a été poursuivi pour escroquerie et abus de biens sociaux.
Prise en charge des frais d'assistance de l'avocat pendant l'instruction pénale.
L'affaire est en attente de la fixation d'une date d'audience.

Coût estimé : 3.138 € dont règlements déjà réalisés : 1.638 €.

- ⇒ Un ancien élève de l'**ESME Sudria**, consultant en gestion d'affaires, a été assigné pour complicité de détournement de clientèle.
Prise en charge des frais d'avocat devant le tribunal de commerce - Décision favorable – Une procédure d'appel est en cours.

Coût estimé : 3 755,43 € dont règlements déjà réalisés : 2.120,43 €